



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2016, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension (10,6 hectares en extension du parc existant du Larzat et du lotissement Charles Martel sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone). Par la signature d'un traité de concession en date du 5 décembre 2016, l'aménagement de la ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a, d'une part, approuvé le dossier de réalisation lors du Conseil du 18 décembre 2019 ; et d'autre part, approuvé le Programme des Équipements Publics (PEP) lors du Conseil du 17 décembre 2020.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité relatif l'exercice 2020 en date du 23 novembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 9 641 000 € HT en dépenses et en recettes, grâce notamment à une participation d'équilibre du concédant s'élevant à 2 763 000 € HT, dont 1 410 000 € déjà versés.

Ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit également en 2022 un premier emprunt de la SERM s'élevant à 1 000 000 € (sur un emprunt total de 2 500 000 euros pour la durée de la concession d'aménagement). Cet emprunt permettra d'équilibrer la trésorerie de l'opération.

A la suite d'un appel d'offres de la SERM, un emprunt auprès du Crédit Mutuel est proposé selon les conditions suivantes :

- Montant : 1 000 000 €
- Durée : 3 ans
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans
- Taux fixe : 0,60 %
- Base de calcul 30/360
- Périodicité trimestrielle
- Échéances constantes
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle correspondant à 5% du capital remboursé par anticipation
- Frais de dossier : 1 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 800 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total d'un millions d'euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Mutuel soit pour un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192845-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- offre C MUTUEL SERM CHARLES MARTEL 03 05 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.